

Expressions

Numéro 92 - septembre 2019 - 1 euro

Solidaires

Journal de l'Union syndicale Solidaires

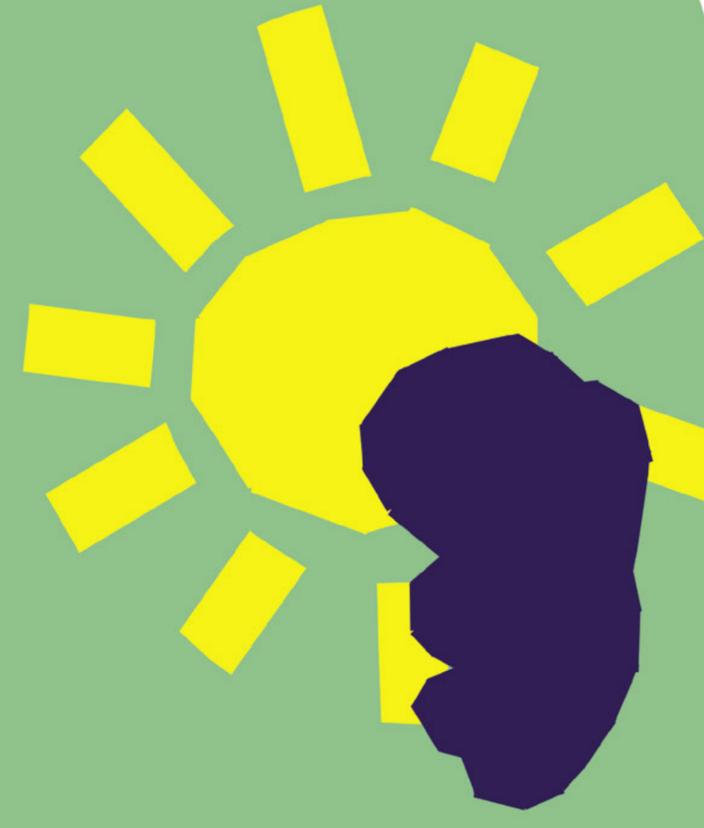
LIBERATE
HONG KONG
REVOLUTION OF OUR TIMES

RETRAITE



**TRAVAILLER
MOINS
LONGTEMPS !**

**NI RETRAITÉS À POINTS
NI DROITS EN MOINS**



**VIVRE PAS
SURVIVRE !**

Union
syndicale

Solidaires

expressions **Solidaires**

Cette page propose des informations à travailler et diffuser pour la réflexion et l'action.

Déterminé • es

Sous la domination du capital financier, le gouvernement et le Medef, main dans la main, cherchent à créer une société de l'insécurité sociale et de la tension permanente, à l'opposé du monde auquel nous aspirons. Si les attaques sont violentes, il y a également beaucoup de résistances et d'énergie pour se battre pour un futur alternatif à celui que nous promet Macron.

Ils ont décidé de dépiauter la fonction publique et de laminer les services publics au mépris des personnels et des usager-es. S'ils espéraient que la loi votée cet été marque la fin des mobilisations, c'est manqué. Que ce soit dans la santé, les finances publiques, la poste ou l'éducation, des personnels se battent depuis des mois contre des suppressions de postes, contre les dégradations des conditions de travail et d'accueil. Ou comme à EDF, à la fin du service public de l'électricité.

Des luttes locales des travailleuses et des travailleurs sont régulièrement gagnantes. Elles peuvent être longues et âpres, comme à la Poste dans les Hauts-de-Seine. Pour leur victoire, la solidarité du plus grand nombre est une de nos armes principales et elle doit battre à plein pour soutenir les luttes, en particulier celles des plus exploité-es comme c'est le cas dans l'hôtellerie, ou à Chronospost.

Oui, le gouvernement va essayer de nous vendre une nouvelle réforme avariée sur les retraites. Objectif : faire croire que l'économie de quelques milliards d'euros est nécessaire et justifier l'allongement de la durée de travail pendant plusieurs années pour des

millions de personnes. C'est oublier de poser la question du partage des richesses, des profits reversés aux actionnaires, de l'exil fiscal ou de la fin de la flat tax et de l'ISF... A nous syndicalistes d'informer le plus grand monde et de créer le rapport de force de façon la plus large et unitaire possible.

Le pouvoir ne cherche pas seulement à casser les droits sociaux ou à s'attaquer aux biens communs, comme avec la privatisation d'Aéroport de Paris. Il souhaite également mettre au pas toute contestation. Les violences policières sont totalement assumées par le pouvoir comme on l'a vu cette dernière année avec les Gilets Jaunes ou à Biarritz contre les opposant-es au G7. Le passage à une doctrine « du contact direct » développée dans les quartiers populaires est inquiétante : multiplication des bavures, des blessures, des morts. Tout cela n'est pas anodin et correspond à une montée de l'autoritarisme et à une politique de limitations des libertés, en particulier de la liberté de manifester. Comme cela ne leur suffit pas, le gouvernement souhaite remettre en place une forme de formatage patriotique de la jeunesse, par le biais du Service National Universel. Que d'argent gaspillé qui pourrait servir au bien être de la collectivité ! C'est enfin un projet de société réactionnaire que porte Macron que ne saurait compenser l'extension de la PMA aux couples de femmes et aux femmes célibataires.

Sur un autre front, l'urgence écologique, en particulier climatique s'impose enfin comme une évidence pour de plus en plus de monde. Elle est la conséquence de ce à quoi

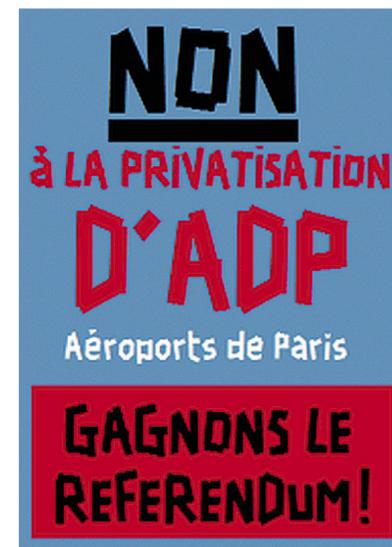
mène le système capitaliste : un mur. Cette lutte est vitale et constitue un point d'entrée essentiel pour populariser la nécessité d'une transformation sociale des modes de productions et de consommation, de répartition des richesses en rupture avec le monde d'aujourd'hui. **Le combat écologiste doit se mener à toute les échelles. Le syndicalisme peut et doit agir sur le sujet :** nous avons aussi des choses à dire, à porter et à gagner dans nos lieux de travail, dans nos entreprises et administrations. De nouvelles manifestations et mobilisations auront lieu fin septembre et notre union syndicale y participera pleinement, en posant un préavis de grève pour le 20. Les 28 et 29, rendez-vous à Nancy pour « Vent de Bure », contre l'enfouissement des déchets radioactifs et la répression qui s'abat contre les militant.es dans ce « Notre Dame des Landes » lorrain. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes appelle sur ces questions à une semaine de mobilisation internationale intitulée « *Le capitalisme détruit l'environnement* » du 20 au 27 septembre, avec des grèves et manifestations dans de nombreux pays. Loin d'être résigné-es, nous restons donc déterminé-es à montrer au plus grand nombre qu'il existe d'autres choix de société et que le syndicalisme Solidaires est un outil essentiel pour y parvenir.

Un vent de révolte souffle dans le monde, les manifestations massives à Hong Kong ou en Algérie, admirables par leur courage et leur ténacité, montrent la détermination des populations, de plus en plus nombreuses, à changer un système à bout de souffle.

Services publics, privatisations, on n'en a pas fini !

Le Défenseur des droits en 2018 écrivait dans son rapport 2018 « La réduction du périmètre des services publics, leur privatisation progressive, leur dématérialisation, la complexité des dispositifs, l'éloignement du contact humain ainsi que la restriction des moyens budgétaires qui leur sont alloués contribuent à créer un sentiment diffus et dangereux de rupture entre les usagers, notamment précaires, et les services publics ». Ce constat était bien annonciateur d'un des éléments qui a fait

émerger le mouvement des gilets jaunes. L'actualité remet sans cesse cette question des services publics sur le devant : de par les constats de destructions de plus en plus avancées, de par les luttes qui se construisent, perdurent. **On revient ici sur l'actualité ADP, Maisons France Services et celle de secteurs particulièrement touchés comme l'ONF ou du service de Météo France, et sur l'alternative que constituent les services publics dans les défis du monde à venir.**



Services publics, des luttes et des alternatives !

C'est sûr, Macron s'occupe du service public : il s'est engagé ce printemps, dans ses annonces suite aux mobilisations des gilets jaunes, à ce que plus aucune école primaire ne ferme d'ici 2020 sans l'accord du Maire, à mettre en place les Maisons France Service qui vont prendre le relais des maisons de services au public déjà existantes. Et son ministre de l'Action et des Comptes Publics a par exemple promis dans le cadre de la réforme de l'administration fiscale à venir, d'augmenter de 30 % les « points de contact sur le territoire » pour accueillir les contribuables. L'affichage est complet pour démontrer à la population qu'elle aura toujours un accès de proximité au service public...

Pourtant, qui est encore dupe ? Il a été révélé début juillet que 400 écoles primaires fermeront cet été, selon le ministre de l'éducation, la faute à la démographie et/ou au Maire qui aura donné son accord. **Les fermetures de Poste, de gares, de maternités sont légions depuis plusieurs années**, et désertifient encore un peu plus les territoires ruraux, et pèsent particulièrement dans les quartiers les moins favorisés en périphérie des grandes villes. **Les réformes territoriales sous Hollande sont aussi passées par là, organisant des super-régions, des grandes métropoles, renforçant les intercommunalités**, le tout au détriment du premier échelon de service public, celui auquel chacun-e dans chaque village a la possibilité d'accéder !

Les services publics sont aussi détruits par un autre biais, mais qui répond aux mêmes logiques du libéralisme, toute une déclinaison de réformes, privatisations, réorganisations, suppressions de postes de fonctionnaires. La réforme ferroviaire 2018 a accéléré les fermetures de lignes régionales et de gares et les mobilisations dans le rail vont à nouveau faire l'actualité. On voit aussi les dégâts de la réforme de l'hôpital de 2018, de la psychiatrie, qui ont abouti à de multiples mobilisations : les grèves dans les services d'urgence partout sur le territoire cet été encore, et jusqu'à la grève générale pour le CHU de Point à Pitre dans un état de délabrement incroyable. C'est aussi la réforme de la géographie revisitée pour l'administration fiscale qui s'annonce, avec la fermeture prévue de multiples trésoreries et services, avec une grève annoncée pour le 16 septembre... Il y a aussi la réforme de la justice et les services moins cités lorsqu'on parle des services publics, comme la météo ou l'ONF (voir encarts).

Tout ceci aussi sur fond de dégradation des conditions de travail des agent-es qui ont déjà subi les suppressions massives d'emplois de la Fonction publique, qui vont subir la loi sur la réforme de la fonction publique passée en catimini en juillet. Même quand le service public n'est pas assuré par des fonctionnaires, la précarisation des salarié-es dans le privé s'est accélérée et s'est cumulée au management et la recherche du profit à tout prix. Tout ceci vide de sens le travail, rend les cadences de travail infernales jusqu'à aboutir à des suicides ; le procès France Telecom en a été récemment un exemple terrible et parlant par rapport aux logiques ultralibérales et privatisations qui font primer l'économie sur l'humain.

Cette destruction des services publics, que les guichets de façade ne remplacent pas, touchent en premier lieu les femmes, encore largement en charge des soins des proches dépendants, des enfants, et concernées au premier plan par la fermeture des maternités, des centres d'IVG. Elle concerne aussi au premier plan les personnes précaires, des quartiers populaires, les personnes qui vivent dans des zones rurales de plus en plus désertifiées.

A cette heure où les questions écologiques prennent une tournure d'urgence absolue, où les inégalités sociales explosent, les services publics sont porteurs de solutions qui répondent directement à cela : alternatives pour des transports moins polluants, gestion écologique des forêts, liens sociaux et proximité, diminution de la précarité, égalité sur le territoire, égalité entre les femmes et les hommes. **Mettre fin à cette destruction des services publics passe aujourd'hui souvent par la lutte concrète au plus près des services qui ferment**. Chacune de nos luttes, territorialement et sectoriellement peut venir gagner au fur et à mesure ce système capitaliste à bout de souffle, pour imposer les alternatives que nous portons au service de l'humain et de la planète.

Météo-France : le service public de la météorologie s'étiole inexorablement

Le mode de gestion de l'établissement est désormais la réorganisation permanente via centralisation et abandon des territoires. 75 % des postes territoriaux de l'Hexagone et de la Corse seront, à terme, ramenés à Toulouse. Pour les Outre-mer c'est très flou. Les signaux RPS sont au rouge partout.

La baisse d'effectif de 15 % imposée d'ici 2022 permet quelques recrutements, mais les emplois non-statutaires progressent. 10 places d'élèves-ingénieurs sur 35 ouverts aux non fonctionnaires en 2019 : ils/elles intégreront la concurrence privée ou Météo-France comme contractuels. **L'Élysée propose la nomination comme PDG de Virginie Schwarz qui fut, avant 2010, la cheville ouvrière de l'ouverture à la concurrence du secteur électrique** à la sous-direction de l'électricité du Ministère de l'Industrie. Côté tutelle, le ministre de la transition écologique et solidaire n'est plus ministre d'État : le gouvernement ne cache plus son peu de considération pour l'environnement.

Ce signal arrive alors que l'Organisation Météorologique Mondiale rediscute d'ici 2024 ses textes relatifs aux Services Météorologiques Nationaux. Échanges de données et partenariats public-privé seront accrus pour favoriser l'entrée du secteur privé sur le marché météo, sous l'impulsion des USA. Dans ce contexte, Solidaires-Météo s'inquiète particulièrement de la non-réponse du ministère à sa demande de sanctuarisation de la vigilance météorologique.

Maisons France Service

Annoncées par Emmanuel Macron le 25 avril, et officiellement créées tambour battant par une lettre du Premier Ministre du 1^{er} juillet, voilà donc venues les Maisons France Service, qui ne sont en fait qu'une généralisation des maisons de services au public. **Attention à ne pas se laisser bernier par une appellation qui pourrait faire croire à plus ou mieux de services publics.**

Les Maisons France Service vont bien dans le sens même de la politique gouvernementale et présidentielle visant à réduire toujours plus les services publics (n'oublions pas la sacro-sainte austérité budgétaire qui s'illustre notamment par la suppression de postes de fonctionnaires). Elles regrouperont donc des missions de l'État, des collectivités locales et des opérateurs (caisse d'allocations familiales, Pôle Emploi...). Objectif affiché à 300 maisons en janvier 2020 puis environ 2 000 (un nombre égal à celui des cantons) devraient ouvrir leurs portes d'ici 2022.

Les maisons France Service tout comme les maisons de services au public ne sont pas des maisons de service public. La différence sémantique est tout sauf anecdotique. Pas question en effet d'offrir à chacune-e des services publics de qualité accessibles sur l'ensemble du territoire alors même que c'est là une des revendications majeures du mouvement social qui s'exprime depuis de nombreux mois. Car dès le départ, le bat blesse. Il est

d'ores et déjà question d'agent-e-s polyvalents... Mais comment pourrait-on à la fois maîtriser la fiscalité, assurer un guichet postal, vendre un billet de train par exemple ? Faire croire à la population que cela est possible est à la fois mentir et dénier la technicité du travail de tou-te-s les agent-e-s.

Le bilan des actuelles maisons de services au public était déjà loin d'être satisfaisant pour les usager-e-s. La suite sera probablement encore pire. **Battons-nous tou-te-s ensemble pour des services publics de qualité assurant notamment la réduction des inégalités et lien social.**

Evolutions de l'ONF une mission inter-ministérielle mandatée par le gouvernement a rendu son rapport.

Résultat : « On a réformé, ça ne marche pas... il faut réformer plus fort et plus vite »

Face à l'évidence, les inspecteurs des 4 Ministères (Agriculture, Environnement, Finances et Fonction publique) rejoignent globalement l'analyse portée par les représentants des personnels de l'ONF depuis de nombreuses années : Missions de l'ONF et commandes de l'Etat insuffisamment voire pas du tout financées, engagements de l'Etat non tenus, injonctions ministérielles contradictoires, recettes de bois en baisse constante, Contrat 2016-2020 et objectifs de récolte irréalistes, défaut de transparence sur la situation financière réelle de l'ONF...

Pour la mission, la récolte de bois ne peut plus financer gestion et protection de la forêt. Le modèle économique de l'ONF a donc vécu. Mais pas question de rémunérer les services environnementaux rendus par la forêt (eau, air, CO2, protection, biodiversité...) donc pas de nouveau modèle économique. La mission propose 2 mesures significatives (capitalisation, cotisations retraitées) mais qui ne donneraient qu'un surcroît à l'ONF. **Finalement la mission préconise les mêmes recettes éculées qui n'ont pas fonctionné** : réduction des effectifs, des missions, de la qualité de gestion et proposition d'abandon de 500 000 ha de forêts et milieux naturels communaux pas assez productifs,

accélération de la privatisation avec l'arrêt définitif des recrutements de fonctionnaires, filialisation d'activités réalisées par 40 % du personnel, exclusion de la « société civile » du futur Conseil d'Administration, adoption d'une logique d'entreprise privée qui agit dans son intérêt propre... et tant pis pour l'intérêt général. La mission envisage même de pouvoir confier l'élaboration de la politique forestière, jusque-là définie par le Parlement et l'Etat, à une nouvelle « Agence des forêts publiques ». Après le désengagement financier, le désengagement tout court ?

Et puis il y a le changement climatique : quand le climat met de plus en plus à mal humains et écosystèmes, le gouvernement répondra-t-il à cette problématique cruciale ? Pérenniser le service public forestier serait une très bonne idée.

Contre la privatisation d'Aéroports de Paris, GAGNONS LE REFERENDUM!

La bataille contre la privatisation d'Aéroports de Paris est engagée et concerne la société toute entière. Une coordination nationale large de syndicats, associations, et partis a lancé un appel en juin dernier pour arriver à l'objectif nécessaire des quelques 4,7 millions de signatures pour l'organisation d'un référendum d'initiative partagée sur cette question d'ici mars 2020. Nous en sommes encore loin, mais déjà 670 000 signatures ont été récoltées à la date du 22 août dernier.

Au-delà de la seule question de la privatisation d'ADP, c'est une bataille contre les privatisations et pour la préservation et le développement des biens communs et pour les services publics qui vient de s'engager ainsi. C'est aussi un combat pour la sauvegarde de l'environnement et pour la transition écologique car rien ne serait pire que laisser les clefs du transport aérien aux intérêts privés.

Depuis des années la privatisation des biens publics se fait à marche forcée. Des entreprises assurant des services publics sont vendues à des intérêts privés. Ignorant des objectifs sociaux et environnementaux de long terme, elles en profitent pour augmenter leurs prix, au détriment des usager-e-s. Elles les transforment en machines à produire des dividendes pour les actionnaires, privant les finances publiques, et donc les services publics, de sommes considérables. Le scandale de la privatisation des autoroutes, celle de l'aéroport de Toulouse-Blagnac, impulsée par Macron lorsqu'il était ministre, en sont de tristes exemples. Mais cela ne leur suffit pas : outre les aéroports, la Française des Jeux, Engie, l'Office National de la Forêt, les barrages hydroélectriques, les ports, les routes nationales et d'autres sont les nouvelles cibles. La loi Pacte légitime les privatisations d'ADP, mais aussi de La Française des jeux et d'Engie, par la création d'un « fonds pour l'innovation de rupture » de 10 milliards d'euros, qui devrait servir à financer des projets technologiques (intelligence artificielle, nanoélectronique, etc.).

Mais, économiquement, la Loi Pacte (avec les privatisations également de la Française des jeux et d'Engie en plus d'ADP), c'est un peu la grande braderie car l'État va céder des actifs qui lui rapportaient entre 800 millions et 1 milliard d'euros de dividendes par an, pour un placement qui va au mieux lui rapporter 250 millions d'euros ! Les mois qui viennent seront donc décisifs, la coordination dont Solidaires fait partie assurera la mise en place d'un site à la rentrée, la mutualisation des initiatives locales, unitaires, et proposera du matériel.

Cet appel à référendum est aussi un moyen direct d'aller à la rencontre des salarié-es et de la population pour rendre chacun-e acteur et actrice des luttes contre les privatisations et pour les services publics !

Signez et faites signer !

<https://www.referendum.interieur.gouv.fr/soutien/etape-1>

À BURE, LES DÉCHETS, C'EST DE LA BOMBE !

En 1998, le projet CIGEO (Centre Industriel de stockage GÉologique) destiné à stocker en profondeur les déchets nucléaires les plus dangereux est autorisé à la verticale de Bure, petit village de 80 habitants situé à la limite des départements ruraux de la Meuse et de la Haute Marne. Bure est située dans une zone très peu peuplée et économiquement pauvre, là où le pouvoir comptait bien mener son projet sans résistance particulière. Pourtant dès le départ, ce dernier soulève l'opposition d'une partie de la population.

Et il y a de quoi être inquiet en effet car CIGEO vise à enfouir, à 500 mètres de profondeur dans de l'argile fossilisée, 80 000 m³ de déchets nucléaires les plus dangereux produits par les 58 réacteurs nucléaires français et ce pour des centaines de milliers d'années. Le site devrait occuper une surface totale de plus de 15 km² pour 300 kms de galeries. Il doit entrer en service aux alentours de 2025 et devrait coûter à l'État entre 20 et 35 milliards d'euros selon les estimations sachant qu'en matière de projets nucléaires, comme pour l'EPR de Flamanville, ces budgets peuvent largement exploser.

Un projet terrifiant

Les risques et les dangers engendrés sont proprement terrifiants : la couche d'argile étant percée et creusée de toutes parts, la porosité à l'eau entraîne un risque de contamination des nappes phréatiques communiquant avec Vittel et le bassin parisien ; risque d'incendie dû aux éléments bitumineux contenus ; pollution radioactive de l'air en raison de la ventilation constante sous peine d'explosion (pendant toute la durée de l'entreposage... soit 100 000 ans !) ; risque d'effondrement des galeries (avec un précédent en janvier 2016 occasionnant 1 mort) ; fuite prévisible des colis par détérioration du contenant... Tout fait franchement peur dans ce projet. Enfin le site est prévu pour être bouché définitivement vers 2156, rendant ensuite toute intervention humaine impossible en cas d'incident.

Il est de fait irresponsable de prétendre qu'à l'échelle de plusieurs centaines d'années, et a fortiori plusieurs dizaines de milliers, le site sera encore réellement surveillé. Qui peut croire que sa ventilation puisse être maintenue pendant tout ce laps (géologique) de temps ? Qui peut s'assurer que le site demeure lui-même connu ? Rappelons à cet effet que seuls 18 000 ans nous séparent de Lascaux ! Inconséquence et imprévoyance : malgré les discours scientifiques « rassurants » sur la sécurité des stockages de déchets, les accidents se sont multipliés. Comme dans les mines de sel de Asse en Allemagne où à peine une décennie après avoir été entreposés, des colis de déchets radioactifs sont rongés par le sel et l'humidité atteignant la matière active.

Corruption et répression, seules réponses publiques !

Incapables de convaincre la population par un argumentaire crédible, l'État, déterminé à imposer coûte que coûte CIGEO, fait le double choix d'acheter les consciences et de réprimer ses opposantes. Depuis deux décennies, l'argent public coule ainsi à flot dans les collectivités entourant Bure, équipées désormais d'infrastructures onéreuses sans rapport avec leur utilité réelle. Quant aux opposantes face à un projet absurde, les moyens de



répression d'État et judiciaire sont largement mobilisés. Une compagnie de gendarmes mobiles a été implantée sur le site, rendant ainsi le quotidien de la population locale compliqué. Perquisitions, gardes à vue pour des motifs absurdes, instruction pour association de malfaiteurs, impossibilité de communiquer entre prévenues et de se réunir, tout est bon pour taire la parole critique.

Alors quelles solutions ? Sur un plan technique, elles sont inconnues pour l'heure, ce qui montre bien l'impasse de l'« aventure » nucléaire. **La première des solutions serait d'arrêter la production de déchets par l'arrêt des centrales. Pour ceux existants, les maintenir en sub-surface sous surveillance constante est indispensable afin de pouvoir les déplacer en cas de problème vers un endroit jugé plus sûr.** Dans l'attente, le projet de Bure doit être abandonné. Mais face au dogme nucléaire et l'irréductibilité d'un pouvoir qui veut faire croire qu'il maîtrise la situation et le stockage des déchets, il n'est d'autre choix qu'une mobilisation citoyenne massive.

Se mobiliser pour aujourd'hui et demain !

La lutte contre la poubelle nucléaire CIGEO doit être amplifiée ! En 2019, plusieurs événements ont été programmés. L'« Atomik tour » a fait un tour de France en 50 étapes pour faire connaître le projet d'enfouissement et débattre de l'impasse nucléaire française. Tour conclu par le festival des Bure'lesques du 9 au 11 août où conférences, projections et

concerts ont permis de faire un point festif et revendicatif. **Les 28 et 29 septembre, à Nancy, un week end de mobilisations « Vent de Bure », avec une manifestation prévue le 28, sera co-organisé notamment par Solidaires : mobilisons nous en masse pour le présent et l'avenir d'une planète encore vivable !**



Site internet : ventdebure.com

Contact : ventdebure@riseup.net

<https://www.facebook.com/events/1225435810959733/>



3 questions à :

Raphaël Pradeau,
porte parole
ATTAC France

Présentez-nous la campagne STOP IMPUNITÉ, « Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales »

Aujourd'hui, les multinationales ont atteint un niveau de pouvoir disproportionné et dangereux. En matière de droits sociaux et humains, de préservation des écosystèmes ou d'évasion fiscale, elles semblent avoir gagné la bataille face à des États complaisants ou trop faibles pour s'opposer à leur pouvoir et leurs armées de lobbyistes. Elles disposent de capitalisations boursières dépassant le PIB de nombreux pays.

Elles se retrouvent ainsi en situation de force pour influencer la fabrique des lois ou pour trouver des failles afin de contourner les dispositions qui leur déplaisent. Si nous pouvons individuellement nous défaire de leur emprise en changeant nos modes de consommation ou en nous déconnectant, nous devons les affronter collectivement et les faire plier pour provoquer un changement bien plus profond et pour pousser les gouvernements, l'Union européenne et l'ONU à prendre les mesures nécessaires afin de réduire leur pouvoir et leurs nuisances.

Depuis le début de l'année 2019, plus de 200 organisations de 16 pays mènent campagne pour mettre un terme au système de justice d'exception dont bénéficient les entreprises multinationales (les tribunaux d'arbitrage présents dans de nombreux traités de libre-échange) et pour introduire des régulations contraignantes afin que les multinationales soient obligées de respecter les droits humains et l'environnement.

Comment l'association ATTAC s'implique dans cette campagne ?

Attac s'engage fortement dans cette campagne. Nous avons voulu incarner les méfaits des multinationales en ciblant certaines des « pires » : Bayer-Monsanto, Amazon, Total et BNP-Paribas. Nous voulons dénoncer le fait qu'elles réalisent des profits faramineux parce qu'elles échappent à l'impôt, détruisent la planète et exploitent leurs salarié·e·s. Cette impunité fiscale, sociale et environnementale n'est plus supportable et nous voulons la mettre en lumière pour forcer les États à prendre des mesures contraignantes. Nous avons souhaité nous adresser aux client·e·s de ces entreprises en leur distribuant de faux bons de réduction, et nous avons mené des actions de désobéissance civile. Ce printemps, Attac a ainsi ciblé Bayer-Monsanto : des abeilles sont allées repeindre le siège français avec du faux miel, puis nous avons installé une scène de nature morte pour symboliser le chaos environnemental et sanitaire auquel nous mène la firme qui commercialise le RoundUp.

Quelles sont les prochaines échéances ?

Nous allons amplifier cette campagne à la rentrée, particulièrement lors d'une semaine d'action européenne du 11 au 19 octobre. En effet, à Genève du 14 au 18 octobre, l'Union Européenne et les États membres risquent de ne pas soutenir le projet de traité contraignant sur les entreprises multinationales responsables de violations des droits humains dans leur chaîne de production ; au même moment à Vienne, les mêmes risquent de pousser pour renforcer le système de justice parallèle des multinationales (ISDS), et pour créer une cour mondiale réservée aux multinationales pour attaquer les États. Nous voulons donc mettre la pression pour mettre fin à l'impunité des multinationales.

Si vous pensez que les multinationales ont trop de pouvoir dans notre société et qu'il est injuste que des personnes aux quatre coins du monde n'aient pas accès à la justice lorsque leurs droits sont bafoués par les entreprises, alors que les multinationales ont leur système de justice parallèle, créé spécialement pour préserver leurs intérêts, passez à l'action avec nous !

En France, de nombreuses actions seront menées samedi 12 octobre et nous invitons les militant·e·s de Solidaires à prendre contact avec les comités locaux d'Attac pour y participer.

infos solidaires

Journées 'Et voilà le travail !'

Les 26 et 27 novembre 2019 à Paris Solidaires organise deux jours de réflexion, d'échanges, de formation pour se préparer à l'action sur les questions de santé et de conditions de travail. Ces journées de formations alternent ateliers et apports théoriques avec des contenus précis pour que les participant·e·s s'attaquent aux problématiques concrètes. Ces temps d'ateliers seront complétés par des temps collectifs à la fois formels et informels pour permettre là aussi rassage et échanges.



Inscriptions auprès du CEFI par les syndicats, Fédérations, Solidaires locaux.



Chronopost : des postiers sans papiers en lutte

Depuis le 11 juin, un piquet de grève est face au site de Chronopost à Alfortville dans le Val de Marne. Des travailleurs sans papiers sont en grève rejoints par ceux qui ont travaillé auparavant dans cette entreprise aux mêmes conditions : vite et bien exploités, vite rejetés

pour d'autres travailleurs sans-papiers. Ils sont aujourd'hui plus de 100 sur le piquet qui a fait tache d'huile, soutenus par le collectif de Vitry, SUD ppt, Solidaires 94, l'union locale CGT, la CGT Ministère du travail et des élus de gauche du département.



RÉSEAU SYNDICAL INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ ET DE LUITES

La IV^e Rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes

aura lieu à Dijon du 4 au 7 juin 2020. Plus de 300 représentant·e·s d'organisations syndicales étaient présentes lors de la précédente rencontre à Madrid en 2018. Des rencontres par secteur sont prévues (éducation, télécoms, santé, automobile et industrie...) mais aussi des ateliers thématiques

(conjoncture internationale, écologie, luttes des femmes, privatisations, répression, autogestion, etc.). De nombreux et nombreuses militant·e·s de Solidaires sont attendus pour participer à cet événement essentiel dans la construction de la solidarité et de luttes internationales.

Expressions solidaires

Journal bimestriel édité par l'Union syndicale Solidaires
Rédaction : 31 rue de la Grange aux Belles - 75 010 Paris

Téléphone : 01 58 39 30 20
Fax : 01 43 67 62 14
contact@solidaires.org

Directrice de publication : Cécile Gondard-Lalanne

N° CPPAP : 1 008 S 05397
Dépôt légal : à parution

Imprimerie : Rotographie, Montreuil-sous-Bois (93)

IMPRIM'VERT®

Graphisme : Atelier du Bonjour